



Équateur- Déclaration d'Acción Ecológica face aux mesures prises par le gouvernement de Lenin Moreno

Par [Acción Ecológica](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2019

[Acción Ecológica](#) 7 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Une fois de plus, les effets de l'exploitation et de la concentration de la richesse en Équateur se font sentir sur les populations, les territoires et la nature.

En réponse aux pressions du Fonds monétaire international et en invoquant une justification « environnementale », le gouvernement a décidé de supprimer les subventions sur les carburants alors que les politiques publiques continuent de soutenir l'expansion de l'exploitation pétrolière, minière et agroalimentaire. Au motif d'un soutien à l'industrie, ces activités bénéficient de subventions perverses qui garantissent l'impunité à des entreprises qui portent de sérieuses responsabilités en matière de réchauffement climatique.

Quand les contrôles environnementaux portant sur ces entreprises sont assouplis pour leur permettre de déboiser, d'utiliser de façon récurrente des produits agrochimiques y compris par fumigation aérienne, de confisquer d'énormes quantités d'eau douce pour des activités industrielles ou de transformer les estuaires et les rivières en décharges de déchets toxiques, qu'est-ce donc si ce n'est des subventions ? Le simple fait d'avoir permis le torchage du gaz sur les champs d'exploitation pétrolière équatoriens pendant 25 ans équivaut à une subvention de cinq milliards de dollars.

Quand on construit des routes sur fonds publics, quand on déploie des forces de police ou militaires pour assurer la sécurité et la protection d'intérêts économiques, notamment lors de conflits avec les populations victimes de leurs activités, qu'est-ce donc si ce n'est des subventions ?

Bien que le plan d'austérité que le gouvernement impose à la population soit présenté comme nécessaire pour s'attaquer au déficit public, les énormes privilèges dont jouissent les entreprises minières demeurent inchangés. Ces subventions comprennent, entre autres, des exonérations de l'impôt sur le revenu pendant 10 à 15 ans, des remboursements de TVA, des exonérations d'impôt sur la sortie de capitaux du pays, des exonérations d'impôt sur les bénéfices exceptionnels et la liberté d'opérer dans des paradis fiscaux.

De son côté, l'industrie de l'huile de palme bénéficie de taux de crédit préférentiels ainsi que d'exonérations de TVA sur les machines et les pièces détachées et des exonérations d'impôt sur le revenu pour les nouveaux investissements dans les zones frontalières. Les exportateurs d'huile de palme sont dispensés de payer des taxes sur la sortie de devises.

Les barrages et les centrales hydroélectriques bénéficient quant à eux de subvention sous forme d'eau gratuite, générant des conflits avec les communautés locales qui subissent ainsi des violations de leur droit d'accès à l'eau pour leur consommation et la souveraineté alimentaire. Compte-tenu de ce privilège exorbitant, environ 200 nouvelles centrales hydroélectriques doivent être prochainement construites.

L'une des mesures du gouvernement prévoit la réduction et la simplification de la taxe unique sur la banane dans le but de stimuler le secteur et de créer des emplois. On oublie que cette activité s'appuie sur des travailleurs précaires et que son modèle de production dépend de l'utilisation d'intrants toxiques et de l'importation de machines agricoles. Cela aurait pour effet de développer l'agro-industrie tout en marginalisant les systèmes agroalimentaires durables qui alimentent 60 % de la population équatorienne, mettant gravement en péril la souveraineté alimentaire du pays.

L'Équateur s'est endetté auprès de la Chine pour faire avancer les projets pétroliers dans le parc naturel Yasuní

Ce modèle est intégralement basé sur un endettement croissant dans l'espoir d'obtenir de nouvelles redevances pétrolières et minières. Par exemple, l'Équateur s'est endetté auprès de la Chine pour faire avancer les projets pétroliers dans le parc naturel Yasuní, et auprès d'institutions financières internationales pour obtenir les moyens de payer la dette extérieure et le coût des sentences arbitrales. Ces dettes sont remboursées grâce à l'expansion de l'exploitation pétrolière et minière et en imposant des mesures d'austérité comme celles que le gouvernement vient de prendre.

Ce sont ces subventions-là qui doivent être éliminées. Ce sont elles qui renforcent l'extractivisme et l'agro-industrie qui sont à la source de graves conséquences sur les territoires des populations autochtones et paysannes et qui sont à l'origine de nombreuses violations des droits humains et de la nature.

Dans aucun pays où les subventions aux combustibles fossiles ont été éliminées, la consommation de carburants et les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre n'ont été réduits. Aucun chiffre ne montre de manière significative que des mesures économiques ou fiscales ont réellement permis d'enrayer le réchauffement climatique. Au contraire, l'impunité a été garantie aux compagnies pétrolières et à d'autres entreprises très consommatrices d'énergie, telles que l'agro-industrie et l'industrie minière.

Pourquoi ne pas plutôt augmenter les impôts portant sur les compagnies pétrolières et minières ? Pourquoi ne pas exiger que Chevron Texaco paie sa dette sociale et écologique, estimée à plus de 9 milliards de dollars ?

Pourquoi ne pas exiger que Chevron Texaco paie sa dette sociale et écologique, estimée à plus de 9 milliards de dollars ?

Avec l'augmentation du prix des carburants – et des transports collectifs – le gouvernement absout les crimes environnementaux des vrais pollueurs et porte la responsabilité du changement climatique sur les secteurs populaires.

La violence qui s'exprime ces jours-ci transcrit une réaction légitime de la population face aux mesures que l'on veut imposer par la force : elle reflète la violence vécue dans les territoires lorsque sont imposés des projets extractivistes et agro-industriels.

Nous exigeons que cessent la répression et la violence exercées contre les expressions légitimes de protestation. Nous exigeons l'abrogation de l'état d'exception imposé par le président Moreno.

Nous demandons à la communauté internationale et aux organes des droits de l'homme de l'ONU de nommer une commission de haut niveau afin d'examiner ce qu'il se passe dans notre pays et afin de mettre fin à la violence perpétrée par un gouvernement qui souhaite imposer ses mesures néolibérales.

Nous exigeons qu'il soit mis un terme à l'expansion de l'industrie minière, pétrolière et agro-industrielle à l'origine de ces mesures.

Nous saluons et remercions le mouvement indigène pour sa présence dans les rues. Leurs luttes ont été et sont toujours en faveur de la défense de l'eau, des forêts, des semences et de la nature. Nous sommes fiers de ces racines qui cimentent notre culture et notre pays.

Le 7 octobre 2019

Traduction effectuée par Maxime Combes sur [son blog](#) d'après la source originale d'[Acción Ecológica](#)

Ndlr : Acción Ecológica est une organisation équatorienne qui avait été menacée d'interdiction par le gouvernement de Rafael Correa en 2017. Grâce à la mobilisation, [le gouvernement équatorien avait renoncé à sa décision d'interdiction](#).

La source originale de cet article est [Acción Ecológica](#)
Copyright © [Acción Ecológica](#), [Acción Ecológica](#), 2019

Articles Par : [Acción Ecológica](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca